



PARIS 11^E

LE PROBLÈME, C'EST LE RACISME, PAS L'IMMIGRATION !

Sarkozy a remis le couvert contre les immigrés. Reprenant la propagande de l'extrême droite, il s'en prend à « l'Europe passoire » qui devrait selon lui encore plus contrôler les entrées sur son territoire.

LES MENSONGES SUR SCHENGEN

Pour Sarkozy, les accords de Schengen « ne permettent plus de répondre à la gravité de la situation, et doivent être révisés ». Ils sont passés entre 25 pays européens pour fermer les frontières vis-à-vis de l'extérieur de l'Europe et sont supposés permettre la libre circulation à l'intérieur de cet espace. Mais un seul des 126 articles parle de libre circulation, tous les autres traitent des contrôles, du fichage, de la répression !

Loin d'être permissif, tout ce dispositif provoque, directement ou indirectement, le décès de milliers de migrants aux portes de l'Europe. Selon l'ONU, en 2011, au moins 1 500 personnes se sont noyées en mer Méditerranée en tentant de traverser à bord d'embarcation de fortune.

Ces chiffres démontrent qu'aucune menace ne peut dissuader des hommes et des femmes de fuir la misère, la guerre ou la récession. Chaque nouveau durcissement ne provoquera que plus de drames humains.

LES MENSONGES SUR L'IMMIGRATION

*Non, les immigrés ne volent pas
les emplois des travailleurs français !*

Ils travaillent en grande majorité dans des secteurs - bâtiment, nettoyage, sécurité, aide à la personne...-, pour des salaires et des conditions de travail que seuls les immigrés, surtout sans-papiers, acceptent. Ce sont le gouvernement et les patrons qui font travailler trop les uns et jettent les autres à la rue. Pour le NPA et Philippe Poutou, tant qu'il y a du chômage, il faut partager le travail entre toutes et tous, français ou étrangers.

*Non, les immigrés ne font pas baisser
les salaires des français.*

Ce n'est pas la présence des immigrés qui crée un marché pour le travail au rabais, mais leur maintien dans la clandestinité ! Leur situation irrégulière ou précaire est essentielle pour le maintien des considérables marges des employeurs de certains secteurs.

En prenant sur les profits il faut augmenter les salaires de 300 euros et imposer un salaire minimum à 1700 euros.

*Non, les immigrés ne grèvent pas
les comptes de la Sécu ou des impôts.*

Pas de papiers, pas de droits ! Les salariés sans-papiers ne touchent ni sécu, ni chômage, ni retraite. Par contre, les immigrés paient leurs impôts et en particulier, comme toutes les salariéEs les plus modestes, ils paient la TVA, l'impôt le plus injuste.

Tous les mensonges n'ont qu'une fonction, diviser les salariéEs, les dresser les uns contre les autres !

Contre les divisions : égalité des droits !

Le chômage, la destruction des services publics, la hausse des prix pourrissent la vie des salariéEs, des chômeurs, qu'ils ou elles soient françaisE ou immigrésEs... Ce qu'il faut faire cesser, ce n'est pas l'immigration, mais la précarité, l'insécurité, les discriminations qui autorisent les bas salaires et les mauvaises conditions de travail dont sont victimes les immigrésEs et le recul social généralisé.

La seule réponse est une égalité pleine et entière des droits sociaux entre françaisEs et immigrésEs. Les sans-papiers doivent être régularisés. Une carte de résident unique doit permettre à toutes et tous de vivre, travailler, aimer, étudier, trouver asile....



MEETING 23 MARS 19H
AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES
à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011
avec ALAIN KRIVINE en soutien à



Philippe _____
POUTOU 2012
candidat anticapitaliste

aux capitalistes de payer leurs crises !



Ils vont nous faire pleurer

France Telecom a annoncé une baisse de ses bénéfices 2011 de 20%, c'est-à-dire quand même la coquette somme de 3,8 milliards d'euros. Quant au chiffre d'affaires, lui, s'élève à 45,2 milliards et ne baisse que de 1,6%.

Par contre France Telecom compte toujours s'acquitter de son « devoir » vis-à-vis des actionnaires en leur versant plus de 3 milliards de dividendes.

Visiblement l'entreprise n'a aucun « devoir » vis-à-vis des travailleurs, de ceux qui la font tourner, puisque pour l'augmentation des salaires, c'est peanuts !

Qu'ils augmentent nos salaires !

Non contente de proposer des augmentations ridicules, FT tente en plus d'imposer une baisse des primes d'intéressement et de participation. Cette baisse irait jusqu'à 950 euros en moins pour les plus bas salaires et 1640 pour les plus élevés.

Notre pouvoir d'achat déjà bien mis à mal ne peut pas dépendre de ce genre de carotte que les patrons versent ou pas selon leur bon vouloir. Ce qu'il nous faut, c'est une augmentation générale des salaires de base de 300 euros minimum par mois !

L'entourloupe

Dans le cadre de la bien mal-nommée « journée de solidarité » qui devait servir à financer des mesures en faveur des personnes âgées, FT a fait travailler gratuitement son personnel le 29 février.

France Telecom, tout comme les autres entreprises, est surtout solidaire de ses bénéficiaires puisqu'elle ne restitue à l'État qu'une toute petite partie du salaire qu'elle aurait dû nous verser pour cette journée de travail.

Il y aurait vraiment de quoi demander des comptes aux entreprises qui sont en fait les grandes gagnantes de la mise en place de cette journée bidon.

Ce n'est que justice

Une ancienne cadre de l'entreprise a fini par faire condamner FT pour harcèlement moral devant un tribunal des prud'hommes.

Au bout de douze ans de procédure, c'est bien l'entreprise en elle-même- et non les exécutants- qui a été condamnée à verser 170 000 euros d'indemnités à cette collègue.

En 2010 un jugement de la Cour d'Appel avait obligé FT à déboursier 400 000 euros pour les mêmes faits de harcèlement vis-à-vis d'un autre cadre.

Ces victoires ne sont que justice après tant d'années de procédure et cela venge un peu tout le personnel de FT. Mais bien plus que ces procès qui ne reflètent pas des cas isolés mais bel et bien le management inhumain pratiqué à FT, c'est la lutte collective qui pourra mettre le holà à ces méthodes inacceptables.

Soutenons la grève à La Poste dans le 92 !

Les travailleurs des bureaux de Nanterre se sont mis en grève il y a 61 jours contre une « réorg » : suppressions de tournées de facteurs, suppressions de postes, obligation de remplacer les collègues malades, etc. Ils ont réussi à étendre la grève à Malakoff/Vanves, puis à Montrouge, où des « réorgs » sont en préparation. Le but : faire front commun pour faire plier la direction, au lieu de lutter isolés, bureau par bureau. Les grands médias, qui nous racontent chaque petite phrase des politiciens, ne parle pas de cette grève, où les travailleurs prennent leurs affaires en main.

Les grévistes ont besoin de notre soutien, y compris financier : chèques à l'ordre de SUD Poste 92, mention « Solidarité grévistes Nanterre » au dos, à envoyer à Sud Poste 92, 51 rue Jean Bonal 92250 La Garenne-Colombes.

Troupes impérialistes hors d'Afghanistan !

La semaine dernière, un soldat américain a massacré 16 civils, dont neuf enfants, et a ensuite brûlé leurs corps. Cet acte abominable n'est pas isolé : on se souvient des militaires urinant sur des cadavres de talibans ou des exemplaires du coran brûlés dans une caserne. Cette sale guerre utilise les pires méthodes des guerres coloniales. Les armées occidentales, y compris française, n'ont rien à faire en Afghanistan. L'envoi de troupes avait été décidé par Jospin (PS) et Chirac (UMP) en 2001 et a été renforcée par Sarkozy (UMP).

Mélenchon et les marchands de canons ...français !

Interrogé sur France Inter (le 01/02/2012, 8h20), Mélenchon s'est réjoui de la vente par Dassault de Rafales à l'Inde.

Etonné, le journaliste lui demande si « *donc on peut à la fois se battre pour le désarmement et applaudir à la vente d'avions de chasse ?* », Mélenchon réplique : « *Ah oui, absolument, on peut le faire, en considérant que le désarmement est un travail qui se planifie (...)* Ceux qui devront d'abord désarmer, c'est les autres, pour la raison que les Américains, les Russes sont infiniment plus armés que nous et ils sont plus menaçants et plus dangereux ; nous les Français nous ne menaçons personne et n'agressons personne».

Les peuples d'Afghanistan, mais aussi de l'ensemble des pays d'Afrique où l'armée française possède des bases et fait la police selon les intérêts des entreprises françaises (Bouygues, Total, etc.), soutenant ou débarquant les dictateurs au gré de leur docilité vis-à-vis du gouvernement français (comme en Côte d'Ivoire récemment) seront sans ravis de l'apprendre.